COMITÉ DU DÉSARMEMENT

CD/422
8 décembre 1983

FRANCAIS
Original RUSSE/ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 23 AOUT 1983 ADRESSEE AU PRESIDENT DU COMITE DU DESARMEMENT, TRANSMETTANT UN EXTRAIT DU COMMUNIQUE DE L'AGENCE TASS CONCERNANT LA RENCONTRE ENTRE LE SECRETAIRE GENERAL DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE DE L'UNION SOVIETIQUE ET PRESIDENT DU PRESIDIUM DU SOVIET SUPREME DE L'URSS, Y.V. ANDROPOV, ET UN GROUPE DE SENATEURS AMERICAINS

J'ai l'honneur de vous faire tenir le texte d'une déclaration du Secrétaire général du Comite central du Parti communiste de l'Union soviétique et Président du Presidium du Soviet suprême de l'URSS, Y.V Andropov, en date du 24 novembre 1983.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer ce texte comme document officiel du Comité du désarmement.

Le Representant de l'URSS au Comité
du désarmement

(Signé) V.L. ISSRAELYAN

GE.84-60003

DECLARATION DU SECRETAIRE GENERAL DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE DE L'UNION SOVIETIQUE, PRESIDENT DU PRESIDIUM DU SOVIET SUPREME DE L'URSS, Y. V. ANDROPOV

Les dirigeants de l'Union soviétique ont déjà fait connaître à la population soviétique et à d'autres peuples leurs évaluations de la politique militariste du Gouvernement américain actuel et ont mis en garde les Gouvernements des Etats-Unis et des pays occidentaux qui font bloc avec lui contre les dangereuses conséquences de cette politique.

Mais Washington, Bonn, Londres et Rome n'ont pas écouté la voix de la raison. On commence à déployer les missiles américains de moyenne portée sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume-Uni et de l'Italie. L'implantation de missiles Pershing et de missiles de croisière américains sur le continent européen devient ainsi un fait accompli.

L'Europe vit en paix depuis près de 40 ans - c'est-à-dire depuis plus longtemps que jamais dans l'histoire moderne. Cela est devenu possible grâce à la politique systématique de paix des pays de la communauté socialiste, aux efforts des forces éprises de paix du continent et aussi à la position réaliste des politiciens sensés dans les pays occidentaux.

L'équilibre approximatif des forces militaires, y compris les forces nucléaires, qui s'est établi en Europe entre les Etats de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et les Etats parties au Traité de Varsovie a objectivement servi la cause de la sécurité et de la stabilité de l'Europe.

Maintenant, les Etats-Unis et l'OTAN en général prennent des mesures pour faire pencher la balance en leur faveur. Les missiles nucléaires que l'on est en train de déployer près des frontières de l'Union soviétique et de ses alliés ne sont pas du tout destinés à la défense de l'Europe occidentale. Personne ne la menace. Ce n'est pas la sécurité de l'Europe que le déploiement des missiles américains sur le sol européen va accroître, mais le danger réel que les Etats-Unis n'attirent une catastrophe sur les peuples de l'Europe.

Au cours des deux guerres mondiales, les flammes de la destruction ont épargné le territoire des Etats-Unis d'Amérique. Maintenant aussi, Washington aimerait croire qu'en déployant ses missiles de moyenne portée en Europe et en créant ainsi une nouvelle menace nucléaire pour les pays socialistes, il parviendra à détourner de chez lui la riposte nucléaire. Quant à la sécurité des pays de l'Europe occidentale alliés des Etats-Unis, il semble qu'elle n'intéresse les dirigeants américains que dans la mesure où les Européens pourront, au prix de leur vie et de leurs villes, réduire le châtiment des Etats-Unis si jamais Washington succombe à la tentation de déclencher une guerre nucléaire dans l'espoir illusoire de la gagner.

La mise en place de missiles nucléaires américains en Europe occidentale n'est nullement suscitée par le désir de répondre à une préoccupation qui existerait dans les pays occidentaux au sujet du rapport actuel des forces des parties en Europe. A maintes reprises, il a été prouvé, chiffres à l'appui - et beaucoup de politiciens et de spécialistes des pays occidentaux l'admettent - qu'il continue à y avoir une parité approximative en Europe entre l'OTAN et le Traité de Varsovie en ce qui concerne les armes nucléaires de moyenne portée, mais que l'OTAN a un avantage considérable pour ce qui est des ogives nucléaires. De sorte que, si quelqu'un a des raisons d'être préoccupé, ce sont les pays du Traité de Varsovie, qui sont menacés par les machines de guerre des Etats de l'OTAN.

L'Union soviétique et les autres pays de la communauté socialiste ne peuvent pas non plus, lorsqu'ils evaluent tous ces éléments, fermer les yeux sur le fait que Washington a proclamé une "croisade" contre le socialisme en tant que système social et que ceux qui viennent d'ordonner le déploiement de nouvelles armes nucléaires à notre porte même fondent leur politique concrète sur cette prémisse irréfléchie. En déployant des missiles Pershing 2 et des missiles de croisière en Europe, les gouvernements d'un certain nombre de pays de l'OTAN voudraient, semble-t-il, asseoir cette prémisse aventuriste sur un fondement concret de missiles nucléaires.

L'Union soviétique et les autres pays socialistes peuvent-ils ignorer ce danger ? Non. C'est pourquoi les chefs de parti et de gouvernement de sept pays socialistes ont déclaré au cours d'une réunion, tenue à Moscou le 28 juin 1983, qu'ils ne toléreraient en aucun cas une supériorité militaire du bloc de l'OTAN sur les pays du Traité de Varsovie.

En confirmant qu'ils consentaient au déploiement de missiles américains dans leur pays, les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume-Uni et de l'Italie ne pouvaient pas ignorer que dès le départ les Etats-Unis ne souhaitaient pas la réalisation d'un accord mutuellement acceptable sur les armes nucléaires en Europe et qu'ils ont fait tout leur possible aux négociations de Genève et ailleurs pour empêcher un tel accord. Ils ne pouvaient pas non plus ignorer que l'Union soviétique et ses alliés ne manqueraient pas de prendre les mesures nécessaires pour préserver leur sécurité et ne permettraient pas aux Etats-Unis et à l'OTAN de rompre l'actuel équilibre approximatif des forces en Europe.

Nous avons aussi déclaré sans ambiguïté que si de nouveaux missiles américains étaient implantés en Europe occidentale il serait impossible de poursuivre les négociations qui se déroulaient à Genève au sujet des armes nucléaires en Europe.

Les décisions prises ces derniers jours par les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume-Uni et de l'Italie montrent sans équivoque que contre la volonté de leurs populations, contre les intérêts de sécurité de leur pays et contre les intérêts de la paix en Europe et de la paix universelle, ces gouvernements ont donné le feu vert au déploiement de missiles américains. Ce faisant, ils ont assumé avec le Gouvernement des Etats-Unis l'entière responsabilité des conséquences de leur politique à courte vue, contre lesquelles l'Union soviétique les avait mis en garde.

Ayant pesé soigneusement tous les aspects de la situation, les dirigeants soviétiques ont pris les décisions ci-après.

Premièrement. Puisque, par leurs actes, les Etats-Unis ont anéanti la possibilité de parvenir à un accord mutuellement acceptable aux négociations sur les questions de limitation des armes nucléaires en Europe et que la poursuite de ces négociations dans de telles conditions ne servirait qu'à couvrir les actions des Etats-Unis et d'un certain nombre d'autres pays de l'OTAN visant à compromettre la sécurité européenne et internationale, l'Union soviétique juge impossible de continuer à participer auxdites négociations.

Deuxièmement. Les obligations contractées unilatéralement par l'Union soviétique dans le but de créer des conditions plus favorables au succès des négociations sont annulées. Il en va donc de même du moratoire sur le déploiement d'engins nucléaires de moyenne portée soviétiques dans la partie européenne de l'URSS.

Troisièmement. Par accord avec les Gouvernements de la République démocratique allemande et de la République socialiste tchécoslovaque, les préparatifs entrepris il y a quelque temps, ainsi qu'il a été annoncé, en vue de déployer sur le territoire de ces pays des missiles opérationnels tactiques de plus grande portée seront accélérés.

Quatrièmement. Etant donné qu'en déployant leurs missiles en Europe les Etats-Unis accroissent la menace nucléaire contre l'Union soviétique, des engins soviétiques correspondants seront déployés compte tenu de cette circonstance dans les océans et les mers. Par leurs caractéristiques, ces engins seront à la mesure de la menace que les missiles américains déployés en Europe font peser sur nous et nos alliés.

Bien entendu, d'autres mesures seront également prises pour assurer la sécurité de l'URSS et des autres pays de la communauté socialiste.

Alors que nous commençons à appliquer les décisions que nous avons prises, nous déclarons que les mesures de riposte de la partie soviétique seront maintenues strictement dans les limites que dicteront les actions des pays de l'OTAN. Nous soulignons à nouveau que l'Union soviétique ne recherche pas la supériorité militaire, et nous ne ferons que ce qui est absolument nécessaire pour empêcher que l'équilibre militaire ne soit rompu.

Si les Etats-Unis et les autres pays de l'OTAN se montrent disposés à revenir à la situation qui existait avant que commence le déploiement des missiles américains de moyenne portée en Europe, l'Union soviétique sera prête à en faire autant. Nos propositions antérieures sur la question de la limitation et de la réduction des armes nucléaires en Europe redeviendraient alors valides. En ce cas, c'est-à-dire à condition que la situation antérieure soit rétablie, les obligations unilatérales de l'URSS dans ce domaine redeviendraient également valides.

L'Union soviétique déclare très catégoriquement et avec la plus grande vigueur qu'elle demeure attachée à la politique de principe qui consiste à mettre fin à la course aux armements, surtout aux armements nucléaires et à réduire et finalement écarter totalement la menace de guerre nucléaire. Et elle continuera à ne ménager aucun effort pour la réalisation de ces nobles objectifs.

Comme par le passé, l'Union soviétique préconise la solution la plus radicale du problème des armes nucléaires en Europe. Elle renouvelle sa proposition de faire de l'Europe un continent exempt d'armes nucléaires, aussi bien de moyenne portée que tactiques.

Les dirigeants soviétiques lancent un appel aux dirigeants des Etats-Unis et des Etats d'Europe occidentale pour qu'ils pèsent une fois encore toutes les conséquences qui menacent leurs populations et l'humanité tout entière du fait de l'exécution des plans de déploiement de nouveaux missiles américains en Europe.

Nous vivons déjà dans un monde trop fragile. C'est pourquoi les hommes d'Etat responsables doivent évaluer les événements et adopter une décision rationnelle. Seule la raison peut et doit sauver l'humanité du grave danger qui la menace. Nous demandons à ceux qui poussent le monde à une course aux armements toujours plus dangereuse de renoncer à leurs espoirs chimériques d'obtenir ainsi la supériorité militaire afin de dicter leur volonté aux autres peuples et aux autres Etats.

L'Union soviétique est convaincue que la paix peut être renforcée et la sécurité des peuples garantie, non pas en accumulant et en inventant constamment de nouveaux types d'armements mais au contraire en réduisant les armements existants à des niveaux infiniment plus bas. L'humanité a trop de problèmes qui ne sont pas encore résolus pour la seule raison que d'énormes ressources matérielles, intellectuelles et autres sont détournées de cette tâche. Et de ce point de vue aussi la conclusion d'accords sur une réduction radicale des armes nucléaires et autres serait un bienfait pour tous les peuples.

Les dirigeants soviétiques déclarent que, conformément à la volonté du peuple soviétique, ils continueront à l'avenir à tout faire pour écarter le risque de guerre et pour préserver la paix pour les générations actuelle et futures.